

**Arrêté n° 528-DDPP-25 portant modification à l'arrêté n° 275-DDPP-25 du 10/10/2025
Carrières de la Loire Delage SAS à Chamboeuf et St-Médard en Forez**

La préfète de la Loire

Vu les Titres 1er et 4 des parties législatives et réglementaires du livre V du Code de l'Environnement et notamment l'article R.516-1 ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination des montants des garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu le décret du 31 juillet 2025 nommant madame Muriel NGUYEN, préfète de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-255 SAT portant délégation de signature à Monsieur Pierre Cabridenc, directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2025 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

Vu l'arrêté préfectoral n°58/DDPP/15 du 5 février 2015, autorisant la société CARRIÈRES DE SAVY à exploiter une carrière de roche massive sur le territoire des communes de Saint-Médard-en-Forez et Chamboeuf ;

Vu l'arrêté n° 275-DDPP-25 du 10 octobre 2025 portant changement d'exploitant ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

ARRETE

ARTICLE 1 – Modification

Les alinéas 1° et 2° de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 275-DDPP-25 du 10 octobre 2025 sont remplacés par :

« Conformément aux dispositions du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée dans les mairies de St-Médard en Forez et Chamboeuf et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché dans les mairies de St-Médard en Forez et Chamboeuf pendant une durée minimale d'un mois.»

ARTICLE 2 - Délais et voies de recours (Art.514-6 du code de l'environnement)

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° par la société Carrières de la Loire Delage SAS dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des

installations présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1^o et 2^o ci-avant.

Tout recours administratifs ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Me. la préfète de la Loire - Direction départementale de la Protection des Populations - 10 rue Claudius Buard 42014 Saint-Étienne Cedex 2) et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

ARTICLE 3. Exécution

Le sous-préfet de Montbrison, le Directeur départemental de la protection des populations de la Loire, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, les maires de St-Médard en Forez et Chamboeuf sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Saint-Etienne, le 27 octobre 2025

Pour la Préfète
et par subdélégation
La directrice départementale adjointe
de la protection des populations
Patricia ROOSE

Copie :

- Carrières de la Loire Delage SAS
- Dreal Uid42
- Mairies de St-Médard en Forez et Chamboeuf
- Archives
- Chrono